

TIZI-OUZOU

Forcing des autorités sur le chantier de 4 000 places pédagogiques du campus Hasnaoua

Un véritable forcing s'exerce ces dernières semaines sur les entreprises détenant les divers corps d'état des chantiers universitaires, notamment celui des 4 000 places pédagogiques du campus central, appelé aussi Hasnaoua I, dont les travaux qui touchent à leur fin menacent de ne pas être au rendez-vous de la rentrée qui s'effectuera prochainement avec plus de 8 900 nouveaux inscrits auxquels il faut préparer autant de places pédagogiques si l'on fait abstraction des 4 600 diplômés censés céder leur place aux arrivants et des 5 500 autres places pédagogiques d'emprunt, prélevées sur les établissements du secondaire depuis plusieurs années.

La résorption de ces dernières n'est pas à l'ordre du jour cette année, il faudra pour ce faire lancer 3 000 autres places pédagogiques au sein du même campus

central le plus vite possible afin de regrouper les infrastructures universitaires en trois pôles homogènes spécialisés, Hasnaoua I et II et Tamda, selon la proposition faite par le recteur au wali au cours de la dernière inspection du 21 septembre.

Ceci permettra à l'université de restituer les infrastructures inadéquates qu'elle occupe depuis de longues années, répétons-le, à leur vocation initiale ou à des fins que les autorités jugeront utiles de leur donner. Dès lors, il sera possible également d'évacuer du même campus central les 3 000 places d'hébergement pour séparer ce volet de la pédagogie, explique encore le recteur.

Hormis cette proposition qui sera étudiée selon le wali, la visite de ce dernier a permis de sermonner les opérateurs invités à redoubler d'effort sous peine d'être rempla-

cés au moindre accroc. Cette pression sur les opérateurs survient un peu tard au regard du retard enregistré par le chantier dans le passé, au regard, également, de la rentrée générale qui interviendra dans une dizaine de jours. Les différentes visites officielles et les instructions fermes données à chaque occasion n'ont guère amorti le retard.

A l'entrée sud-ouest de Hasnaoua II, dénommée aussi Bastos, il a été question de l'aménagement et du revêtement de l'axe routier qui traverse une cité d'habitation et où les résidents et les étudiants pataugeaient, jusque-là, en saison de pluie dans la boue malgré nos écrits en écho aux protestations des citoyens.

La frénésie des travaux d'embellissement, du taping à l'œil de circonstance, exécutés dans le centre à l'intention du président de la

République, à la veille de la campagne référendaire, a totalement ignoré ce quartier et tous ceux situés hors de l'itinéraire du chef de l'Etat. Sur la gauche de cet axe routier et au cœur d'une dense cité d'habitation se trouve un terrain vague avec les restes d'une ancienne base de béton de l'ex-ETTO, suffisamment grand pour y construire un lycée auquel, dit-on, on ne trouvait pas d'assiette.

Ce terrain à côté de l'entrée sud-ouest de l'université et au cœur d'un quartier neuf peuplé semble avoir été occulté à dessein en attendant que les spéculateurs immobiliers trouvent le moyen de mettre leur grappin dessus. Il n'a pas échappé à l'observation du chef de l'exécutif qui a instruit le DUC d'étudier la possibilité d'implanter ledit lycée.

B. T.

BOUMERDES

Les enseignants du lycée des Frères-Draoui obtiennent gain de cause

Devant le refus de l'Académie de Boumerdes de prendre en charge les problèmes qui ont été posés par les enseignants du lycée polyvalent des Frères-Draoui de Boumerdes, qui avaient, rappelés-le, déclenché, le 16 septembre, une grève ouverte, ces derniers ont été reçus au quatrième jour de l'arrêt de travail et à leur demande par le secrétaire général du ministère de l'Education nationale.

Il semblerait que l'adjoint du ministre ait été sensible à la colère et l'indignation des protestataires qui ne réclamaient pas des avantages sociaux mais, à travers leur action, fustigeaient simplement la mauvaise gestion qui allait à l'encontre de la bonne scolarité des lycéens et dénonçaient, par conséquent, des décisions intempestives prouvant que la direction du lycée et l'Académie ont un contentieux avec des enseignants réfractaires notamment pour leur appartenance majoritairement au Cnapest. Pour preuve, le secrétaire général du ministère a annulé la décision relative à la fermeture, sans raison, selon les grévistes, des filières de génie civil et génie électrique. Il a, par ailleurs, réintégré le professeur de la filière électricité lequel, jugé indolite par l'administration, était en réalité le cible du proviseur et de l'Académie. Suite à quoi les enseignants se sont réunis en assemblée générale et ont décidé de geler la grève. Dans le PV de cette réunion, les 40 signataires saluent la décision du ministère et mettent en garde les autorités locales contre d'éventuelles réactions répressives comme ils les ont subies par le passé.

A cette occasion, les professeurs de cet établissement, comme ils ne cessent de nous le répéter, tiennent à témoigner l'opinion publique de Boumerdes en général et plus particulièrement les parents d'élèves sur des décisions intempestives prises depuis 2004 et les conflits qui s'en étaient suivis et qui n'étaient pas de nature à améliorer les résultats scolaires du lycée mais mettent à nu, jusqu'à ce jour, des alliances et des intérêts personnels obscurs.

Abachi L.

TIMIZART

La commune engage 8 000 000 DA pour la construction d'un stade

Huit millions de dinars est le montant que vient d'allouer la commune de Timizart pour la construction d'un stade communal. A priori, c'est une somme qui pourrait se perdre dans les méandres des chiffres sans réel intérêt. Elle s'est faite au détriment d'autres projets dont la commune a grandement besoin, nécessité oblige. Pour pouvoir apprécier le coût à sa juste valeur, il faut savoir que cette localité de l'Algérie profonde tout en étant l'une des plus peuplées est aussi l'une des plus pauvres.

C'est une commune sans ressources où souvent les travaux engagés se font à crédit en attente d'éventuels PCD. Il s'agit donc d'un véritable sacrifice consenti par les responsables locaux qui jugent que les deux enveloppes allouées pour atteindre cette somme sont astronomiques mais qui seront à la longue amorties.

Un investissement qui, au-delà de sa portée, répondant au souci de vulgariser le sport, permettra aussi de freiner les dépenses engendrées par les déplacements successifs du club local chez les voisins de Ouaguenoun, estiment-ils, tout en déplorant, tout de même, l'absence totale de la DJS de Tizi-Ouzou qui n'a pas daigné les accompagner dans leur projet malgré la multitude de sollicitations dont elle a fait l'objet.

La seule institution à avoir répondu favorablement étant l'APW de Tizi-Ouzou qui leur a octroyé une aide évaluée à 1 million de dinars, ce qui porte la somme engagée à 9 millions de dinars.

Selon les élus locaux, le choix de la construction d'un stade a été longuement discuté au sein de l'exécutif dominant suite aux délibérations qui ont mis en exergue cet impératif car le fait de temporiser en attente d'une quelconque aide a été sans succès jusque-là, et ce, malgré la multitude de requêtes adressées aux autorités, les informant de l'opportunité de la réalisation et surtout du besoin en la matière de toute la commune qui, réellement, sur le plan infrastructure observe un retard tangible. Par dépit donc, le projet commence à

prendre forme grâce aux seules finances communales et au vu de sa trésorerie, cela s'apparente beaucoup plus au combat de David et Goliath.

Rappelons que la somme a été divisée en deux tranches de 4 millions de dinars chacune. La première sous forme de PCD a été dérogée en 2005 et a permis l'entame des travaux en attendant la seconde. En définitive, serait-il plus rai-

sonnable qu'une commune prenne en charge un tel projet sans que la DJS ou autre institution intervienne ?

Certes, beaucoup d'autres communes sont dans le même besoin, mais, dans ce cas précis, 35 000 âmes et une absence d'infrastructures sportives sont un argument valable qui plaide en faveur de Timizart.

F. B.

TIZI RACHED

Des structures de santé décriées par les citoyens

Les citoyens de la daïra de Tizi Rached se disent "mal pris en charge" par les structures de santé publiques de leur région et n'ont pas manqué d'exprimer ce mécontentement au wali de Tizi Ouzou lors de la visite effectuée, mardi dernier, dans les communes de Tizi Rached et Ait Oumalou. Ces récriminations ont été réaffirmées, mercredi dernier, à la faveur de la réunion de travail ayant regroupé, au siège de l'assemblée populaire de wilaya, les représentants de l'administration et les comités de villages de la région de Tizi Rached.

Ainsi, les délégués des citoyens de la commune rurale d'Ait Oumalou ont unanimement critiqué le manque de moyens humains et matériels alloués à la polyclinique du chef-lieu communal et aux salles de soins des villages, dont le nombre est

d'ailleurs jugé insuffisant, ainsi que le non-respect des horaires d'ouverture de ces structures. Un état de fait mal accepté par une population contrainte par le passé d'évacuer des patients vers l'hôpital dans des véhicules privés ou de transport de voyageurs".

En ce sens, la revendication de doter d'une ambulance la polyclinique communale serait satisfaite prochainement, selon les déclarations du directeur de la santé de Tizi Ouzou qui promet de "veiller à une meilleure prise en charge des patients au sein de ces structures sanitaires". Le même constat, fait de manque de prise en charge sanitaire, a été dressé par les comités de village de Tizi Rached dont le nouveau centre de santé attend d'être achevé, le temps que les travaux, actuellement à l'arrêt, soient relancés. Une structure que les respon-

sables de la wilaya promettent d'équiper dès sa réception. Par ailleurs, l'amélioration du ramassage scolaire et le revêtement des routes, devenues impraticables, ont été fortement revendiqués par les citoyens de la daïra de Tizi Rached qui se sentent de plus en plus enclavés et isolés dans leurs villages, notamment à l'approche de l'hiver. Une saison pendant laquelle les citoyens des communes d'Ait Oumalou et de Tizi Rached craignent de subir les traditionnelles chutes de tension.

Face aux responsables de la wilaya, les représentants de la population de la daïra de Tizi Rached expriment le souhait de voir installée la protection civile, l'extension du réseau de gaz naturel vers les villages éloignés et l'équipement des écoles primaires de cantines.

Nour Aden

800 arbres fruitiers abattus à Ouled Moussa

Un fellah bénéficiaire au sein du groupe de l'EAC numéro 10 de l'ex-domaine autogéré Haouchine, de 9 hectares, situé à Ouled Moussa, à l'ouest de la wilaya de Boumerdes, a été empêché la semaine écoulée de procéder au labour saisonnier de sa parcelle. C'est le président de cette EAC, qui regroupe trois bénéficiaires, qui s'est mis au travers de sa tâche. La victime nous a exposé ce problème et il semblerait, d'après ses dires, que cette "EAC soit parcellée et vendue dans l'opacité en lots de terrain à bâtir".

Joint plus d'une fois par téléphone, le président de l'EAC Haouchine a refusé catégoriquement de répondre à nos questions. Ce qui nous a obligé à nous présenter chez lui. En vain. Par ailleurs, le plaignant nous a exhibé la copie d'un rapport d'expertise concernant l'abattage, en 2004, de 800 orangers. Le préjudice a été estimé à 10 800 000 DA. "Cet abattage a été ordonné par le P/APC", affirme M. Hazzit Dahmane, le frère dudit fellah. Contacté par téléphone, le maire de Ouled Moussa a confirmé l'information :

Abachi L.

SAUVONS LA PETITE IMÈNE

Après sa guérison d'une leucémie aiguë, la petite Imène de Kadria, âgée de 10 ans, a redonné le sourire à sa famille. Elle reprend une vie normale mais qui, malheureusement, n'a duré que trois mois. Et pour cause, un mal mystérieux l'a plongée dans un semi-coma bouleversant sa vie et celle de sa famille. Imène subira tous les examens possibles et inimaginables, qui se sont avérés tous négatifs.

Après un long séjour à l'hôpital de Beni-Messous à Alger, aucun résultat probant n'est venu rassurer la famille et la petite Imène se trouve toujours entre la vie et la mort. Sa famille appelle toute personne pouvant sauver leur petite fille en la prenant en charge les coûts des examens complémentaires en Algérie ou à l'étranger. Pour rendre contact : 071 87 24 59 ou 074 38 35 59.

Dieu saura récompenser les bienfaiteurs en ce mois sacré de Ramadan.